

Jordanie : la réunification de la famille hachémite, entre intérêt royal et enjeu sécuritaire régional

Une semaine avant la célébration du centième anniversaire de la monarchie hachémite, une affaire de « complot » sans précédent a ébranlé la Jordanie ; clé de voûte de la stabilité d'une région hautement sensible. Sous la pression du palais, l'ancien prince héritier, Hamza ben Hussein, a promis de « rester fidèle » à son demi-frère et actuel monarque, Abdallah II, tout en niant une quelconque coopération avec des forces étrangères. La commémoration du centenaire a été au cœur d'une opération de communication politique, permettant au roi Abdallah II d'asseoir son hégémonie sur le royaume et de renforcer son influence sur la scène internationale. Cette crise qui dispose de tous les ingrédients d'une histoire dynastique classique, où deux frères s'affrontent pour une couronne, recouvre en réalité plusieurs dimensions géopolitiques considérables. Révolution de palais ou déstabilisation régionale ? Retour sur une affaire qui divise.

Rappel des faits

Le 3 avril 2021, l'ex prince héritier Hamza de Jordanie a déclaré dans une vidéo transmise à la BBC par son avocat, avoir été assigné à résidence par le chef d'état-major de l'armée. L'agence de presse officielle du pays Petra indiquait parallèlement que les autorités jordaniennes venaient de procéder à une vague d'arrestations pour des « raisons de sécurité ». Accusées d'avoir comploté contre le régime, une vingtaine de personnes de hauts rangs étroitement liées au pouvoir avaient ainsi été arrêtées ; parmi lesquelles des membres de la famille royale et de la direction de la sécurité du pays, des chefs tribaux ainsi qu'un proche conseiller du roi Abdallah II.

« Je ne fais partie d'aucun complot ni d'aucune organisation malfaisante », s'était

alors défendu le prince Hamza sur la vidéo, regrettant ainsi de perpétuelles atteintes à la liberté d'expression : « il n'est plus possible d'exprimer son opinion ou de critiquer les autorités sans être intimidé, harcelé ou menacé ». D'après ses propos, les dérives autoritaires et bureaucratiques se sont multipliées et ont contribué à étayer le clientélisme, les inégalités et l'injustice sociale au sein du royaume : « les intérêts personnels, les intérêts financiers, la corruption du régime est plus importante que la vie, la dignité et l'avenir des dix millions de personnes qui vivent ici, le pays s'est malheureusement enfoncé dans la corruption, dans le népotisme et dans la mauvaise administration, avec pour résultat l'anéantissement ou la perte de l'espoir ». Relativement critique ces derniers mois vis-à-vis du régime, la reine Noor a pris la défense de son fils Hamza sur [Twitter](#) en dénonçant des « calomnies » et en espérant que « la vérité et la justice l'emportent pour toutes les victimes innocentes ».

Peu de temps après la publication de la vidéo, et en réaction face aux accusations du prince Hamza, le Chef d'état-major des armées, le général Youssef Huneiti, démentait l'arrestation puis l'assignation à résidence de ce dernier en assurant qu'il lui avait été promptement demandé de mettre fin à ses activités qui risquent de déstabiliser le royaume : « Personne n'est au-dessus de la loi, la sécurité et la stabilité de la Jordanie passent avant tout », avait-il déclaré dans un communiqué, avant d'ajouter qu'une « enquête approfondie était en cours et que ses résultats seraient communiqués dans la plus totale transparence ». Lors d'une conférence de presse tenue à Amman, le ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre, Ayman Al-Safadi, avait quant à lui évoqué une tentative d'ingérence étrangère en déclarant sans donner davantage de précisions que : « les services de sécurité ont suivi durant une longue période les activités et les mouvements du prince et des autres suspects, ils ont collaboré avec une puissance étrangère et avaient un calendrier d'action défini ».

Qui est le prince Hamza ?

Âgé de 41 ans, Hamza de Jordanie est le demi-frère de l'actuel roi Abdallah II. Né d'un quatrième et ultime mariage avec la reine d'origine américaine Noor, il est le quatrième fils du roi Hussein décédé en 1999. Diplômé des écoles d'élite : Harrow au Royaume-Uni et Harvard aux États-Unis, le prince Hamza est également issu de l'Académie royale militaire de Sandhurst qui compte parmi ses anciens élèves : Winston Churchill, Isa bin Hamad Al Khalifa, actuel roi de Bahreïn, ou encore plus

récemment les princes William et Harry d'Angleterre.

Conformément au souhait de son père Hussein, le prince Hamza a été nommé prince héritier lors de l'accession au trône du roi Abdallah II. Soucieux de consolider son pouvoir et d'asseoir sa domination sur le royaume, le monarque a décidé de reproduire ce que son père avait fait cinq ans avant lui : déposséder son frère pour nommer son fils prince héritier. En 2004, Hamza a donc été écarté de la couronne au profit de son neveu Hussein II, fils aîné d'Abdallah II et de son épouse Rania ; l'une des personnalités les plus appréciées à l'étranger. La raison officielle avancée par le Palais à l'époque était celle du désir du roi Abdallah de rendre son demi-frère « plus libre et capable de se déplacer, de travailler et d'accomplir les tâches et les responsabilités qui allaient lui être confiées ».

Près de deux décennies plus tard, le cas Hamza demeure un dossier très épineux. Il ne cesse, depuis sa mise à l'écart, de semer le trouble au sein de la lignée royale. Celui qui a été évincé pour accomplir des rôles loin de l'exécutif et du palais hachémite, a vu néanmoins sa popularité augmenter au fil des années. Au moment où le pays fait face à une situation économique difficile, d'autant plus cristallisée par la crise sanitaire actuelle, le charisme du prince Hamza continue de séduire une grande partie de la population du royaume. Selon certains observateurs le peuple demeure nostalgique du règne de son père Hussein comme l'illustre cette source jordanienne interrogée par [Le Figaro](#) : « il y a en effet dans certains milieux une nostalgie du roi Hussein à travers la personnalité du prince Hamza qui lui ressemble. ».

La réunification à l'occasion du centenaire, une opération de communication d'envergure

Sous le slogan « 1921- 2021 : cent ans et la marche continue », le royaume hachémite a célébré son centième anniversaire une semaine seulement après la tentative de sédition qui venait de le secouer. Cette commémoration du 11 avril correspond au jour de 1921 quand Abdallah Ier, devenu émir hachémite de Transjordanie par la grâce des Britanniques, a pris les rênes du pouvoir. Le couvre-feu ainsi que les restrictions liées à la pandémie de la Covid-19, ont réduit l'évènement de cette année à quelques manifestations culturelles et à des affiches avec la couronne royale : « la célébration ne suscite pas l'enthousiasme à cause de l'impact de la pandémie sur la vie quotidienne », a tenu à expliquer Oraib Al-

Rantawi, directeur de l'*Al-Qods Center for Policy Studies*.



Le régime Abdallah II a par ailleurs saisi cette opportunité pour orchestrer une véritable campagne de communication politique. Durant la cérémonie, la volonté de redorer son blason était perceptible à travers une image de sérénité et d'unité parfaitement orientée. Au mausolée où sont enterrés les trois rois ayant gouverné le pays, Abdallah Ier, Talal et Hussein, le monarque Abdallah II est apparu aux côtés de plusieurs membres de sa famille dont son fils et prince héritier, Hussein, mais également son demi-frère à l'origine du conflit, le prince Hamza qui est désormais « sous sa protection ». Cette mise en scène, marquant la maîtrise et la fin d'un périlleux règlement de compte, est au diapason à la fois de la réputation de stabilité du royaume mais aussi de la remarquable longévité vantée depuis tant d'années dans une région du monde si turbulente.

A l'ouest de la capitale, Amman, un drapeau présenté comme « le plus long du monde » a été accroché sur l'une de ses principales artères. Avec une longueur fixée exactement à 2132 mètres, cette stratégie de communication vise à restructurer une mémoire nationale profondément hachémite : « ce nombre n'a pas été choisi au hasard. Le 21 symbolise l'an 1921, date à laquelle Abdallah Ier a fondé l'Émirat de Transjordanie, et les chiffres 3 et 2 correspondent au 2 mars date où il est entré à Amman », a expliqué Hatem al-Hamlane, directeur adjoint

de la municipalité pour le développement social, à l'AFP. L'Autorité du pays est selon lui « en contact avec Guinness pour le faire homologuer par le Livre des records comme le plus long drapeau du monde ».

Le soutien de la communauté internationale et l'ambivalence saoudienne

Immédiatement après l'annonce de l'arrestation de l'ancien prince héritier, plusieurs pays ont apporté leur soutien au roi Abdallah II. Des messages de solidarité ont afflué de la part de plusieurs grandes puissances étrangères comme la Russie, l'Union Européenne et la Turquie. Le Département d'État américain a qualifié le roi de « partenaire clé » des États-Unis et l'a assuré de son « soutien plein et entier ». Sur la scène régionale, outre l'Iran, l'Égypte, le Liban ainsi que l'Irak, les États du Golfe ont également tous apporté leur soutien au souverain sans la moindre réserve. Le CCG, Conseil de Coopération du Golfe, a affirmé son « appui au royaume frère de Jordanie » et à « toutes les mesures qu'il prendra pour assurer sa sécurité et sa stabilité ». La position de l'Arabie saoudite dans cette affaire était particulièrement surveillée. A l'instar de ses voisins, le palais royal a également fait part dans un [tweet](#) de son « total soutien au royaume hachémite de Jordanie (...) et aux décisions et mesures prises par le roi, Abdallah II, et le prince héritier, Hussein, pour sauvegarder la sécurité et la stabilité dans le pays ».

[#عاجل](#)

الديوان الملكي:المملكة تؤكد وقوفها التام إلى جانب المملكة الأردنية الهاشمية الشقيقة ومساندتها الكاملة بكل إمكانياتها لكل ما يتخذه الملك عبدالله الثاني بن الحسين وسمو الأمير الحسين بن عبدالله الثاني ولي العهد من قرارات وإجراءات لحفظ الأمن والاستقرار.[#واس](#)
pic.twitter.com/lcBJuNk1dP3

— [واس الأخبار الملكية \(@spagov\)](#) [April 3, 2021](#)

A l'inverse des autres pays alliés de la région, le conformisme saoudien visait avant tout à enrayer toute polémique autour de son éventuelle immixtion. Les arrestations de Bassem Awadallah, ancien ministre des Finances et conseiller de longue date du roi Abdallah II, ainsi que de Sharif Hassan bin Zaid, un membre de la famille hachémite qui fut l'émissaire royal en Arabie Saoudite, n'ont su

qu'alimenter les soupçons visant Ryad. Ces deux personnalités qui entretiennent des relations très privilégiées avec le prince héritier Mohamed Bin Salman sont toujours détenues, contrairement à l'ensemble des autres suspects libérés le 22 avril 2021. Dès le début de cette « tentative de complot », le ministre des affaires étrangères saoudien, Fayçal ben Farhan, aurait pourtant tenté d'intervenir, selon le [Washington Post](#), au sujet de ces arrestations. À Amman, lors d'une réunion diplomatique secrète et totalement imprévue, dévoilée par le quotidien américain, Fayçal ben Farhan aurait en effet demandé à son homologue jordanien la libération d'Awadallah qui dispose également de la nationalité saoudienne.

Enjeux géopolitiques : Abdallah II et le jeu lucratif de la sûreté et la stabilité

Côté israélien, la seule réaction concernant ce complot présumé en Jordanie est venue du ministre de la Défense, Benny Gantz, qui a qualifié la situation de problème « interne ». Force est de constater néanmoins que cette position reste aux antipodes de la réalité géopolitique régionale ; elle ne reflète nullement le rôle majeur de la Jordanie en tant que pivot stratégique au Moyen-Orient. Si cette déclaration est à contextualiser, au vu de la dégradation des relations entre Abdallah II et Netanyahu survenue une semaine auparavant, l'État hébreu est, au même titre que les pays occidentaux et autres pays alliés et influents, extrêmement attentif au moindre facteur de déstabilisation qui pourrait affecter le royaume. Bordé par l'Irak, la Syrie, la Palestine, Israël et l'Arabie Saoudite, le royaume hachémite représente aujourd'hui la pierre angulaire de la stabilité d'une zone à très haut risque.

Durant cette crise extrêmement rare en Jordanie, deux principaux critères auraient pu avantager la tentative de sédition : d'une part la fragilité de la situation économique provoquée par un manque chronique de réserves financières et, d'autre part, le charisme du prince Hamza de plus en plus populaire au sein du royaume. Mais la configuration géopolitique et les enjeux sécuritaires sur la scène régionale ont été déterminants et largement favorables au roi Abdallah II. Outre sa gestion saluée du Printemps arabe venue principalement rassurer les monarchies du Golfe, son engagement dans la lutte antiterroriste et sa maîtrise des flux transfrontaliers depuis l'internationalisation de la crise syrienne, lui ont permis de placer la stabilité et la sûreté de son royaume au cœur de sa politique étrangère et de ses alliances diplomatiques. A

l'instar de la base aérienne projetée de l'opération « Chammal » située en Jordanie, plusieurs coopérations stratégiques expliquent le soutien anonyme du roi Abdallah II par l'Occident et la communauté internationale.

Abdallah II, un roi indétronable ?

Au Moyen-Orient, le paysage géopolitique est constamment soumis à de potentielles formes de déréglementation. Les paramètres actuels de l'échiquier international qui ont jusqu'ici procuré une forme d'immunité au roi Abdallah II sont loin d'être plausibles à long terme. La normalisation récente des relations de certains pays arabes, comme les Émirats arabes unis et Bahreïn avec l'État hébreu, est parmi les virages géostratégiques menaçant sa longévité. Ce processus de rapprochement pourrait reléguer la Jordanie à l'arrière-plan diplomatique et réduire considérablement l'influence du monarque, en tant que médiateur entre Israël et le monde arabe. Au moment où beaucoup d'observateurs associent l'ingérence présumée des Saoudiens dans cette affaire de complot aux accords d'Abraham, Ryad pourrait effectivement en profiter pour damer le pion à Amman et remettre en cause le statu quo de la garde hachémite sur les lieux saints de Jérusalem.

En Jordanie, la stabilité, représentant à la fois le socle d'une politique de défense et l'emblème d'une souveraineté royale, est constamment remise en cause par le conflit israélo-palestinien. Un des défis majeurs qui conditionnent le règne d'Abdallah II est justement cette question des réfugiés venus de Palestine depuis la guerre israélo-arabe en 1948. Si le récit de la mort du premier roi jordanien, Abdallah 1er, assassiné en 1951 par un réfugié palestinien à la mosquée d'Al-Aqsa, est encore dans toutes les mémoires, chaque escalade militaire de l'autre côté des frontières représente un réel danger pour le monarque hachémite et cette image de stabilité tant véhiculée puis instrumentalisée. Majoritaire au sein du royaume, la communauté palestinienne est un « État dans l'État » qui pourrait, dans un contexte géopolitique qui évolue en permanence, faire de la Jordanie une base arrière des mouvements de résistance contre l'occupation israélienne.